

Lettre d'information syndicale du RESU

Mars 2024

NUMÉRO 8

[Politique du RESU en matière de médias publics](#)

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro de mars 2024 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Dans ce numéro, nous posons des questions essentielles : Le mouvement syndical en Europe en fait-il assez pour soutenir l'Ukraine, ses travailleurs et leurs syndicats à un moment où la situation sur le front militaire est bloquée ? Que peuvent-ils faire de plus ?

Nous présentons également les luttes en cours des travailleuses, des étudiants et des retraités ukrainiens, ainsi que des communautés qui se mobilisent pour faire pression sur leurs gouvernements locaux afin qu'ils augmentent leur soutien aux forces armées.



Londres, 24 février. Le cortège de l'Union des services publics et commerciaux avec l'Ukraine

Contenu

Dossier : Que doivent faire nos syndicats pour aider l'Ukraine ?	2-11
Lutte des travailleurs en Ukraine	12-15
Les luttes communautaires en Ukraine	16-18
Lutte des étudiants en Ukraine	19-20
Lutte des femmes en Ukraine	21-22
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	23-25
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine	26-27
Lutte des travailleurs en Biélorussie	28-32

Dossier : Que doivent faire nos syndicats pour aider l'Ukraine ?

1. Lettre ouverte du coordinateur syndical du RESU, Alfons Bech

Source : RESU Google group "Trade Union Solidarity with Ukraine and its Workers" (Solidarité syndicale avec l'Ukraine et ses travailleurs)

(26 mars 2024)

Chers collègues,

La situation en Ukraine devient de plus en plus difficile. L'[appel lancé le 22 mars par nos frères et sœurs de la KVPU](#) montre à quel point les attaques russes répétées affectent toutes les régions du pays. Le régime de Poutine tente de créer une situation où la vie devient intenable pour les travailleurs et les citoyens ukrainiens en général.

La soi-disant "victoire électorale" de Poutine, avec son cortège de crimes et de répression interne, à laquelle s'ajoute désormais l'utilisation de mensonges visant l'Ukraine comme impliquée dans l'attentat terroriste du 23 mars à Moscou, confirme à quel point les travailleurs ukrainiens et leurs syndicats sont confrontés à une situation intenable.

Pour toutes ces raisons, je considère que [l'appel adopté conjointement par la FPU et la KVPU](#) lors de la dernière conférence syndicale internationale, le 22 février à Kyiv, et la récente déclaration de la KVPU, méritent d'être discutés par nos organisations syndicales, nationales et internationales.

Dans ce document, les deux syndicats appellent la communauté syndicale internationale à faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils fournissent l'aide promise dans tous les sens du terme, du soutien humanitaire au soutien militaire, et pour qu'ils renforcent les sanctions et l'isolement de ceux qui soutiennent l'occupation et l'agression contre l'Ukraine.

Je crois que le syndicalisme européen ne peut pas éviter ce débat et doit revoir les aspects de sa position actuelle qui ne nous permettent pas aujourd'hui de répondre aux demandes de nos frères et sœurs ukrainiens.

Ensemble, les organisations syndicales ukrainiennes, européennes et internationales doivent élaborer une réponse plus efficace, conforme à la nécessaire défense de l'Ukraine et de ses travailleurs dans les moments très difficiles qu'ils traversent.

Dans le même temps, outre les pressions politiques, examinons notre capacité à envoyer une aide humanitaire directe dans cette situation d'urgence, notamment en ce qui concerne le matériel le plus utile : générateurs, équipement de purification de l'eau, équipement médical d'urgence et autres articles essentiels.

Avec nos salutations fraternelles et notre solidarité,

Alfons Bech, coordinateur syndical du RESU

2. La Russie lance des attaques massives pour détruire les habitations, les lieux de travail, l'énergie et l'économie de l'Ukraine

Source : *Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)*

(24 mars) La Confédération des syndicats libres d'Ukraine, une organisation affiliée à la CSI et à la CES, appelle la communauté syndicale internationale et les gouvernements des pays démocratiques à renforcer leur soutien à l'Ukraine à un moment où la Russie détruit à grande échelle des bâtiments résidentiels, des infrastructures civiles et énergétiques, et détruit délibérément l'économie et les lieux de travail.

Les 21 et 22 mars 2024, l'armée russe a mené les plus grandes attaques contre les villes et villages ukrainiens, ciblant l'infrastructure énergétique, tout en continuant à tenter d'attaquer et d'occuper davantage de territoires ukrainiens.

Dans la nuit du 21 mars, les troupes russes ont tiré 31 roquettes sur des zones résidentielles de la capitale Kyiv et d'autres villes. Selon les estimations des experts, la Russie a dépensé 390 millions de dollars pour cette attaque massive. Le même jour, les forces armées russes ont attaqué une entreprise civile à Kharkiv, causant la mort de trois hommes et de deux femmes.

Le 22 mars, la Russie a poursuivi son terrorisme de missiles en lançant 60 drones et 90 missiles de différents types, visant des installations énergétiques et des zones résidentielles de villes. Des explosions ont été entendues dans au moins dix régions : Khmelnytskyi, Lviv, Kharkiv, Zaporizhzhia, Dnipropetrovsk, Poltava, Ivano-Frankivsk, Kirovohrad, Soumy et Vinnytsia. Les forces armées russes ont lancé douze frappes de missiles sur Zaporizhzhia aujourd'hui.



Conséquence des attaques russes du 22 mars 2024 à Khmelnytskyi

Cette attaque des troupes russes a endommagé la plus grande centrale hydroélectrique d'Ukraine, la centrale de Dniprovsk. De plus, lors de l'attaque massive de missiles sur l'Ukraine à 5h10, la ligne aérienne externe PL-750kV de Dniprovsk, qui relie la centrale nucléaire de Zaporizhzhia temporairement occupée au système énergétique unifié de l'Ukraine, a été déconnectée. Actuellement, la centrale nucléaire de Zaporizhzhia est reliée au réseau électrique ukrainien par une ligne de transport d'électricité qui a été réparée par les travailleurs ukrainiens du secteur de l'énergie la semaine dernière, après un nouveau bombardement russe.

Les actions de la Russie ont entraîné des pannes d'électricité, des problèmes de communication et d'approvisionnement en eau dans plusieurs villes et régions d'Ukraine, dont Kharkiv, Sumy, Lviv, Dnipro, Kryvyi Rih, Poltava, Kirovohrad, Odesa, et d'autres. La grande ville industrielle de Kharkiv est aujourd'hui privée d'électricité. Cette situation met en danger la vie des travailleurs, des patients des hôpitaux, des personnes évacuées des zones de la ligne de front et des zones d'habitation soumises à des bombardements constants. En outre, la population n'a pas accès aux services bancaires, aux guichets automatiques, aux supermarchés, aux pharmacies, etc.



Selon le syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, plus de 1000 travailleurs des entreprises minières des régions de Dnipropetrovsk et de Donetsk sont en danger sous terre en raison de la panne d'électricité. Des opérations de sauvetage sont actuellement en cours pour ramener ces mineurs à la surface. Par ailleurs, plusieurs sections des chemins de fer ukrainiens ont été mises hors tension aujourd'hui, ce qui a entraîné le retard de 14 trains. Cette situation entrave l'évacuation des civils.

Nous insistons sur le fait que la Russie fait des victimes civiles, y compris des travailleurs sur leur lieu de travail, et qu'elle détruit activement l'économie et l'industrie énergétique de l'Ukraine au quotidien. Il est important de noter que les troupes russes utilisent la tactique des doubles frappes de

missiles, ciblant les sauveteurs et les travailleurs médicaux qui arrivent sur les lieux des bombardements pour aider les victimes une seconde fois. En violation du droit humanitaire international, les troupes russes ont tué des médecins et des secouristes pendant leur travail.

Nous nous adressons à la communauté démocratique internationale en lançant les appels suivants :

- Continuer à fournir une aide économique et humanitaire à l'Ukraine.
- Contribuer à la fourniture de l'aide militaire destinée à protéger l'Ukraine et sa population.
- Intensifier les sanctions contre le régime terroriste de la Russie, car cette mesure peut limiter de manière significative les ressources financières et les exportations de technologies essentielles à la poursuite de la guerre sanglante en cours.
- Garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés en les orientant vers l'aide à l'Ukraine.
- Isoler et empêcher les personnalités politiques, publiques et syndicales russes de participer aux organisations internationales en tant que représentants d'un pays engagé dans des activités terroristes contre la nation souveraine et indépendante de l'Ukraine et ses citoyens.

3. Les brigades ukrainiennes en manque de troupes se tournent vers le marketing pour attirer des recrues

Source : *New York Times* New York Times

(30 mars) De nombreuses unités, qui estiment que le système de conscription officiel est dysfonctionnel et lourd, ont lancé leurs propres campagnes de recrutement pour combler les rangs épuisés par la guerre avec la Russie.

[Lire la suite ici](#)



Un homme accroche le portrait de Dmytro Kotsiubailo, mieux connu sous le nom de Da Vinci, l'un des combattants ukrainiens les plus connus et un commandant de bataillon, qui a été tué près de Bakhmut l'année dernière (Crédit : New York Times).

4. Poutine pourrait-il encore financer sa guerre contre l'Ukraine sans les milliards qu'il doit au commerce suisse des matières premières ?

Discours de Jo Lang, Zurich, 24 février 2024

Source : Comité Ukraine Suisse

À l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre d'agression russe, plusieurs manifestations de solidarité avec l'Ukraine se sont déroulées en Suisse. À Zurich, une alliance de groupes de gauche a marché du Musée national jusqu'à l'Helvetiaplatz. Parmi les orateurs figurait l'historien et ancien conseiller national vert zougais Jo Lang. Voici le texte de son discours, dans lequel il s'est attaqué au « poutinisme économique » de la Suisse.

Chères et chers anti-impérialistes, chères et chers militant·e·s pour la paix,

Il y a deux types de solidarité suisse avec l'Ukraine : l'une bon marché et l'autre coûteuse et donc authentique. Celle bon marché oublie la plus importante des questions : le réarmement de Poutine par la Suisse. L'authentique, elle, se pose des questions comme : Poutine pourrait-il encore financer sa guerre contre l'Ukraine sans les milliards qu'il doit au commerce suisse des matières premières et à ses oligarques locaux ? Les bombardiers et les missiles de Poutine pourraient-ils encore décoller sans les machines spéciales produites par des entreprises suisses ?

Des fonds et des biens pour la machine de guerre russe

La machine de guerre russe a été alimentée pendant des années par des fonds et des biens provenant de Suisse. Ainsi, près de 60 pour cent du commerce russe de matières premières passait par la Suisse. Et l'alimentation continue, bien que de manière réduite. Sur les 150 milliards de dollars détenus par les oligarques, seuls 8 ont été sanctionnés. Et les machines suisses à double usage livrées aux fabriques russes d'armement avant la guerre sont de toute façon hors d'atteinte des sanctions.

Le capitalisme fossile et financier suisse et le capitalisme mafieux russe sont étroitement liés, par le biais d'environ 2 000 entreprises et banques contrôlées par des Russes en Suisse, comme Gazprom, Nordstream, Sberbank. Par les oligarques aussi, dont 85 disposent d'un « visa doré ». Et grâce à de nombreuses autres entreprises et banques qui ont servi Poutine. On peut citer Glencore, Trafigura et les grandes banques suisses. Lorsque les caisses de l'État russe étaient exsangues en raison de l'annexion de la Crimée en 2014, Glencore et son principal actionnaire individuel, le fonds souverain du Qatar, sont intervenus. Ils ont injecté 11 milliards de dollars dans le géant pétrolier public Rosneft fin 2016.

Le Centre et le poutinisme économique

Poutine n'aurait pas pu profiter aussi massivement de l'économie suisse sans l'appui de la politique. Prenons trois exemples dans les domaines des matières premières, des oligarques et des machines. Au printemps 2006, nous, les Verts alternatifs zougais, nous avons dénoncé deux entreprises russes de gazoducs qui ont mené la guerre du gaz naturel contre l'Ukraine pour Poutine. Nous les appelions les « mafias de l'Est ». Le président du PDC cantonal, Gerhard Pfister, lui aussi, a pris une position critique. Mais à notre égard. Contre nos accusations, il a défendu avec persévérance,

voire véhémence, le « modèle de réussite zougous », avec ses nombreuses entreprises russes et ses oligarques.

Pourquoi la plupart des milliards des oligarques restent-ils à la disposition de Poutine ? Parce que la Loi sur le blanchiment d'argent n'a pas inclus les conseillers juridiques et les avocats ! Les principaux responsables de ce trou sont les deux avocats-lobbyistes valaisans, le conseiller aux États du Centre Beat Rieder et le conseiller national Philipp Bregy, du même parti. Le trésor de guerre de Poutine est parmi les principaux profiteurs de ce trou valaisan creusé par le Centre.

D'ailleurs, le Centre, qui est toujours présenté comme particulièrement favorable à l'Ukraine, a rejeté la proposition de la Commission de politique extérieure d'un paquet d'aides de 5 milliards en faveur de l'Ukraine en juin dernier — avec le PLR et l'UDC, qui, elle, ne fait pas mystère de son absence de solidarité avec l'Ukraine.

Powerplay pro-Poutine des libéraux-radicaux

Pourquoi Poutine peut-il, grâce aux machines suisses, massacrer la population civile ukrainienne — avec des missiles ou avec des balles comme à Boutcha ? Après l'annexion de la Crimée, le Seco avait décidé de ne plus livrer de machines à double usage à la Russie, car celles-ci étaient utilisées dans la production de guerre. Contre cette mesure, pour une fois correcte, l'industrie des machines et le PLR ont installé un power-play pro-Poutine massif.

En décembre 2015, la conseillère aux États Karin Keller-Suter a exigé une libéralisation de la politique d'exportation vis-à-vis de la Russie. En mars 2016, le conseiller fédéral Johann Schneider-Amman a signifié au Seco : « pas de critères de contrôle idéologiques ». Cette justification rappelle l'ancien rapport Bergier et en appelle un nouveau. Bien sûr, le PLR se vante d'être un parti pro-ukrainien. La preuve : il est le principal responsable du fait que la Suisse ne participe toujours pas à la Task force sur les sanctions Repo (Russian Elites, Proxies and Oligarches).

La Suisse a une dette particulière

Ceci m'amène aux revendications les plus importantes :

- Confiscation immédiate des avoirs des oligarques au profit de l'aide humanitaire et à la reconstruction de l'Ukraine. Pour cela, il suffit d'utiliser l'article 72 du Code pénal sur la mafia.
- Introduction d'un impôt sur les bénéfices de guerre — en premier lieu au profit de l'Ukraine — pour les entreprises de matières premières qui, en 2023, ont réalisé des bénéfices nettement plus élevés qu'avant la guerre ; pour les entreprises qui produisent directement ou indirectement du matériel de guerre ; pour l'industrie pharmaceutique qui a augmenté massivement ses exportations vers la Russie ces deux dernières années.
- Application systématique des sanctions.
- Création d'une autorité de surveillance du marché des matières premières analogue à la Finma pour les marchés financiers.
- Colmatage du désastreux trou de Rieder/Bregy dans la Loi sur le blanchiment d'argent.

Pour finir, encore ceci : les mêmes cercles qui ont apporté leur soutien politique au réarmement de Poutine profitent aujourd'hui de ses conséquences pour réarmer la Suisse. La Suisse utiliserait mieux les milliards de l'armement en investissant dans la reconstruction de l'Ukraine. Poutine détruit l'Ukraine aussi grâce à l'argent et aux biens provenant de Suisse. C'est pourquoi notre pays a une dette particulière envers l'Ukraine.

5. Exigez les armes pour gagner !

La liberté de l'Ukraine avant les profits des ventes d'armes

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine (Angleterre et Pays de Galles)



**Britain keeps selling off military equipment - it should go to Ukraine.
A significant package of military aid is available in the UK's arsenal that, if released, could potentially have a major impact in ending the malaise**

(17 mars 2024) Au début de cette année, la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) a lancé un [appel à la solidarité](#) au mouvement syndical international pour demander aux gouvernements de prendre des mesures décisives afin de protéger l'Ukraine et d'accélérer la fourniture de l'aide

militaire.

En réponse à cet appel et avec l'aide des députés travaillistes Clive Lewis et John McDonnell, nous demandons la mise à disposition d'un ensemble important d'aide militaire à l'Ukraine qui est facilement disponible et qui serait autrement vendu par le ministère de la défense (MoD). Cette demande est présentée dans une [motion d'urgence \(tanks-vehicles-and-aircraft-for-ukraine\)](#).

Nos positions sont à 100 mètres de l'ennemi. Nous sommes bombardés de toutes parts : bombes à fragmentation, phosphore, artillerie. Le rapport entre nos tirs et ceux de l'ennemi est d'environ 1 à 50. Nous avons besoin de tout ce que nous pouvons.

Ces paroles d'une femme soldat ukrainienne qui se bat sur la ligne de front contre les forces russes dans l'oblast de Donetsk montrent la situation désespérée dans laquelle se trouvent les forces armées ukrainiennes deux ans après l'invasion totale de la Russie - et la nécessité urgente pour le Royaume-Uni de tenir ses promesses à l'égard de l'Ukraine.

L'horloge tourne également au niveau international, les élections pour le Parlement de l'Union européenne et le président des États-Unis pourraient voir une influence accrue de l'extrême droite et une présidence Trump revancharde. Les deux forces ayant l'intention de saper davantage l'aide à l'Ukraine, la chute de la ville d'Avdiivka est la preuve de ce que cela signifiera.

Le Kremlin cherche à exploiter cette situation pour affaiblir la croyance en un soutien international continu, tout en réitérant impérieusement ses objectifs d'étendre son occupation de l'Ukraine.

L'Ukraine est à la croisée des chemins et, avec elle, le sort de cette bataille clé entre la démocratie et le nouvel autoritarisme.

Le Royaume-Uni dispose d'un important arsenal d'aide militaire qui, s'il était débloqué, pourrait avoir un impact majeur pour mettre fin au problème actuel. Ces ressources ont été confirmées par des révélations parlementaires en réponse aux questions posées par les députés Clive Lewis et John McDonnell au secrétaire d'État à la défense.



Ville détruite d'Avdiivka, occupée par la Russie en raison de l'obstruction de l'aide occidentale à l'Ukraine.

Leurs questions ont révélé à quel point le ministère de la défense s'est débarrassé de véhicules et d'avions militaires, en vendant et en mettant aux enchères du matériel militaire qui aurait pu être donné à nos alliés en Ukraine.

Depuis le début de l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, on apprend que le ministère de la Défense a vendu plus d'un millier de véhicules militaires. Cette vente comprend 74 véhicules blindés de transport de troupes Bulldog, 134 véhicules de reconnaissance de combat CVRT, 63 véhicules de soutien MAN, 48 camions Pinzgauer et toute une série d'autres camions, de véhicules logistiques, de remorques, de transporteurs et de quads, ainsi que 46 avions à voilure fixe, dont des avions d'attaque et divers avions de transport.

Tous les équipements militaires pourraient être donnés aux Russes qui se battent sur la ligne de front, au lieu de remplir les listes de ventes et d'enchères.

Les députés qui réclament une plus grande assistance militaire à l'Ukraine ont condamné la façon dont le ministère de la défense vend son matériel au lieu de le donner à l'effort de guerre. Le député travailliste Clive Lewis a déposé une motion au Parlement l'année dernière, demandant que tous ces équipements soient offerts à l'Ukraine. La question a été soulevée à nouveau par Nadia Whittome, députée, lors d'un débat sur l'Ukraine à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion. Mais plutôt que d'agir sur la question, le gouvernement a feint l'ignorance.

Un exemple révélé par Lewis et McDonnell est la vente de véhicules de reconnaissance FV107 Scimitar, un char léger résistant au combat utilisé en Irak et en Afghanistan. Au début du conflit, le Royaume-Uni a promis de faire don de 23 chars Scimitar à l'Ukraine, mais jusqu'à présent, il n'en a envoyé aucun à ses alliés. En revanche, 18 d'entre eux ont déjà été vendus à des acheteurs non divulgués par l'intermédiaire de l'Agence de vente d'équipements de défense.

Des groupes militants tels que la campagne de solidarité avec l'Ukraine et de nombreux autres bénévoles ont collecté des fonds pour acheter des véhicules et les conduire sur plus de 1 000 km en Ukraine. Pendant ce temps, le ministère de la défense a vendu 182 Land Rovers militaires semblables à ceux pour lesquels nous collectons des fonds et que nous livrons dans une zone de guerre.

Bien sûr, le Royaume-Uni a fourni une aide militaire considérable depuis le début de l'invasion à grande échelle. Mais cela n'a jamais été suffisant. Alors que la guerre se poursuit et que les forces de droite en Europe et aux États-Unis menacent de retirer leur soutien à l'Ukraine, le Royaume-Uni pourrait et devrait faire beaucoup plus.

En janvier dernier, le Royaume-Uni a fait don de 14 chars Challenger. Aujourd'hui, alors que le ministère de la défense prévoit de moderniser 148 de ses 213 chars Challenger 2, les 63 chars restants seront-ils vendus ou envoyés pour protéger les soldats sur les lignes de front en Ukraine ? Les 83 chars Scimitar encore disponibles après la vente par le ministère de la défense seront-ils donnés pour aider l'Ukraine ?

Nous devons rompre radicalement avec l'idée de fournir juste assez d'aide pour résister à la Russie, et suffisamment pour gagner la guerre

- Christopher Ford, secrétaire de la Campagne de solidarité avec l'Ukraine (UK)

Le Royaume-Uni a formé des pilotes ukrainiens, mais qu'en est-il de l'envoi d'avions ? Les informations communiquées par le Parlement montrent que le Royaume-Uni est tout à fait capable de faire don d'avions de combat Typhoon, dont 30 sont actuellement enregistrés et dont 26 quitteront le service d'ici au mois de mars de l'année prochaine. Pourtant, le secrétaire d'État à la défense a confirmé qu'il n'était pas prévu de faire don d'avions à l'Ukraine. Au lieu de cela, ces Typhoons seront vidés de leurs pièces détachées utilisables. De même, neuf hélicoptères Chinook qui doivent être retirés des forces armées britanniques pourraient être donnés à l'Ukraine - si ce n'est pas le cas, pourquoi pas ?

Les questions posées par Lewis et McDonnell révèlent une tendance inquiétante du ministère de la défense et du gouvernement britannique qui choisissent de vendre leur matériel militaire plutôt que de le redéployer pour aider la résistance en Ukraine à lutter contre l'impérialisme russe. Cela révèle une approche autolimitée du conflit qui ne nuit pas seulement aux soldats ukrainiens qui luttent sur les lignes de front, mais qui nous met tous en danger.

De retour sur la ligne de front, un officier connu sous le nom de Phoenix m'a expliqué comment *“la disponibilité de ce type d'armes et d'équipements, tant au niveau tactique qu'au niveau opérationnel et stratégique, permettra d'avoir un avantage sur le champ de bataille et, en fin de compte, de gagner plus rapidement que sans cela, en évitant des coûts plus élevés que ceux que nous aurions à supporter en ne comptant que sur nous-mêmes. Et nous devons nous rappeler qu'en agissant ainsi, nous sauvons l'Europe d'une nouvelle invasion russe”*.

Nous devons maintenant rompre radicalement avec la pratique consistant à fournir juste assez d'aide pour résister à la Russie, il faut fournir suffisamment d'aide pour gagner la guerre et libérer le pays dans son ensemble. Cela commence par le don de notre matériel militaire, et non par sa vente au plus offrant.

Ce que vous pouvez faire pour aider l'Ukraine à gagner :

- Contactez votre député - vous pouvez le trouver en cliquant sur le lien suivant : [FindYourMP](#)
- Demandez-leur de signer la motion d'urgence 501 déposée le 12 mars 2024
- Demandez à votre député de contacter Grant Shapps, secrétaire d'État à la défense, et de demander que tous les équipements énumérés soient envoyés en Ukraine le plus rapidement possible.

Lutte des travailleurs en Ukraine

#WomenHoldTheLine : Les travailleuses ukrainiennes luttent pour la paix



**HOLD THE LINE!
WOMEN
FIGHTING FOR
DEMOCRACY**

Victoria Sirenko
PROFBUD woman trade union leader



BWI • IBB • ICM • BHI • BTI
www.bwint.org

Source : Internationale des travailleurs du bâtiment

(6 mars 2024) Dans le cadre de la célébration du Mois international de la femme, l'IBB raconte l'histoire de Victoria Sirenko, une travailleuse ukrainienne de 43 ans et une militante syndicale de PROFBUD. Née en Lituanie, Victoria travaillait à la cimenterie de Kryvyi Rih en tant que responsable du centre de santé. Lorsque l'Ukraine a été envahie par les forces du président russe Vladimir Poutine, Victoria a servi dans le 7^e bataillon d'assaut Arei, un bataillon bien connu à Kryvyi Rih. Elle est actuellement médecin de peloton dans une unité d'appui-feu.

“Je crois personnellement que la guerre concerne chacun d'entre nous, hommes et femmes, et que chacun contribue autant qu'il le peut à rapprocher la victoire. Il y a des femmes dans l'armée qui travaillent à la cuisine, il y a des femmes médecins, il y a des volontaires, et en général, nous apportons tous notre contribution aux affaires quotidiennes de la guerre. Bien sûr, il est très difficile pour les femmes de s'adapter aux conditions de la guerre - aux bunkers, aux tranchées, mais nous faisons ce que nous pouvons”, a déclaré Victoria.

“J'ai vraiment commencé à apprécier la vie, à profiter de chaque jour, de chaque petite chose. Avant, je ne faisais pas attention à ce genre de choses, mais le fait d'être en guerre a changé ma perception. Parfois, les gens disent que la guerre nous rend plus cruels, mais ce n'est pas vrai ; nous devenons plus gentils avec les autres. Je veux reprendre mon travail après la guerre ; je veux travailler à nouveau avec les personnes avec lesquelles je travaillais auparavant ; je veux revenir dans mon syndicat”, poursuit Victoria.

Victoria a expliqué qu'à cause de la guerre, les femmes ukrainiennes sont devenues plus fortes et plus déterminées à lutter pour leur avenir démocratique. Même l'attitude à l'égard de la Journée internationale des droits des femmes a changé. Cette année, la disposition générale des travailleuses ukrainiennes est de se battre pour la paix.

“La position active des femmes est très importante pour le développement de la démocratie dans la société. En Ukraine, les femmes et les hommes devraient jouir de droits égaux en termes de salaires, de soins, d'accès à l'éducation et à l'emploi, etc. Cela n'est possible que dans un État fondé sur les principes démocratiques et le respect des droits humains. Je souhaite un avenir pacifique et démocratique pour l'Ukraine”, a déclaré Victoria.

Menace de grève des travailleurs de la KATP-1628

Source : <https://suspilne.media/715186-strajk-pracivnikiv-katp-1628-ci-ocikuvati-robitnikam-premij/>

(28 mars 2024) Menace de grève des travailleurs du KATP-1628

Une partie des employés de l'entreprise communale “KATP-1628” a signé un appel collectif dans lequel ils ont indiqué que leurs salaires et primes sont insuffisants. La direction de l'entreprise et les syndicats vont discuter de cette demande d'augmentation de salaires ou de de primes pour les salariés sur le budget de la ville de Potlava ou de la région.

En mars, les employés de “KATP-1628” ont averti la direction et le conseil municipal d'une éventuelle grève et ont signé un appel correspondant. L'une des plaintes concernait les volumes de travail accrus. Les travailleurs ne sont pas non plus satisfaits des nouvelles conditions de travail, avec un contrôle accru de la consommation de carburant, a déclaré Oleksandr Maksymenko.

En outre, les syndicats présenteront une demande collective aux organes d'autonomie locale avec une demande de compensation sous forme de primes sur le budget de la ville ou de la région.

Pologne : Obstacles persistants au travail des journalistes ukrainiens

Source : Fédération internationale des journalistes

(14 mars) Depuis le début de l'année 2024, les [journalistes ukrainiens qui enquêtent sur les liens économiques de la Pologne avec la Russie et la Biélorussie](#) sont confrontés à une obstruction délibérée de leurs activités par les forces de l'ordre polonaises. De la fouille des véhicules à la confiscation du matériel, en passant par des arrestations et des déportations, le travail des journalistes ukrainiens du journal en ligne *Ukrainska Pravda* et de l'agence de presse Rayon.in.ua a été sérieusement entravé. La Fédération internationale et la Fédération européenne des journalistes (FIJ-FEJ) demandent instamment aux autorités polonaises de mener une enquête indépendante et approfondie sur ces graves attaques contre les journalistes et de reconsidérer leur expulsion du territoire.

Le 27 février, le journaliste Mykhailo Tkach, travaillant pour le portail d'information *Ukrainska Pravda*, et son caméraman Yaroslav Bondarenko, ont été parmi les premiers journalistes à être [arrêtés](#) alors qu'ils effectuaient un reportage sur le transit de marchandises entre la Pologne, la Russie et la Biélorussie. Ce jour-là, dix agents ont commencé à fouiller la voiture du journaliste, saisissant des téléphones, des documents confidentiels et endommageant les cartes mémoire des caméras.



“Il était clair que les représentants des services spéciaux polonais avaient peur. Ils ont commencé à me demander qui d'autre était au courant, si les autorités ukrainiennes et le gouvernement ukrainien étaient au courant. Ils nous ont demandé quelles étaient nos sources, comment nous avions découvert

l'affaire et depuis combien de temps nous travaillions dessus”, a déclaré M. Tkach, qui a été détenu pendant au moins quatre heures avant d'être relâché à la suite de l'intervention de l'ambassade d'Ukraine en Pologne. Pendant toute la durée de leur détention, les journalistes n'ont pas été autorisés à contacter qui que ce soit. La police polonaise [a nié](#) avoir arrêté les journalistes.

Le 7 mars, un incident similaire s'est produit avec le rédacteur en chef de l'agence de presse Rayon.in.ua. Yury Konkevych et son caméraman Oleksandr Pilyuk ont également été [arrêtés](#) par six officiers de police dans la ville de Braniewo pour avoir enquêté sur le transport de marchandises. La voiture et leur équipement personnel et de travail ont également été confisqués. Selon les journalistes, les policiers ont même effacé certaines preuves enregistrées et ont refusé aux journalistes' la demande de contacter le consul, le personnel de la rédaction ou des proches.

L'hostilité s'est encore aggravée lorsque Yuriy Konkevych et Oleksandr Pilyuk ont été interdits d'entrée dans les pays de l'espace Schengen pendant cinq ans. Ils sont rentrés en Ukraine dans la nuit du 9 mars. La rédaction de Rayon.in.ua a entamé une procédure d'appel de l'expulsion, en plus de demander la restitution du matériel confisqué.

“Le fait que les forces de l'ordre polonaises ignorent le statut des journalistes et arrêtent et fouillent les travailleurs des médias est exaspérant”, [a déclaré](#) le président de l'Union nationale des journalistes d'Ukraine (NUJU), affiliée à la FIJ et à la FEJ, Sergiy Tomilenko.

La FIJ et la FEJ sont alarmées par cette obstruction persistante au travail des journalistes ukrainiens en Pologne, qui fait peser de graves menaces sur la sécurité des journalistes et sur la liberté de la presse elle-même. En outre, les fédérations appellent les autorités polonaises à prendre des mesures immédiates pour protéger les journalistes, y compris l'annulation de l'expulsion de Yuriy Konkevych et Oleksandr Pilyuk.

Plus de 400 anciens employés de Rocket, qui n'ont toujours pas été payés, ont lancé un appel collectif.

Source : Patrick Le Tréhondat (traduit de <https://dev.ua/>)

(15 mars 2024) Les anciens employés du service de livraison de nourriture Rocket, qui a fermé ses portes en 2022, ont publié un nouvel appel collectif dans lequel ils soulignent que les fondateurs de la startup n'ont toujours pas remboursé leurs dettes.

L'appel a été publié sur la page LinkedIn de Rocket, qui compte plus de 4 000 utilisateurs. “Comme certains s'en souviennent peut-être, Rocket Delivery a malheureusement été confronté à la question de la fermeture au début de l'année 2022. Aujourd'hui, plus de deux ans après, nous estimons nécessaire de faire la lumière sur la situation inquiétante liée aux fondateurs de Rocket, Oleksiy Yukhymchuk et Stanislav Dmytryk”, peut-on lire dans le message, qui affirme que plus de 400 anciens employés, “des centaines de coursiers et des dizaines de restaurants partenaires” n'ont toujours pas reçu “d'importantes sommes d'argent” de la part de Rocket.

Ils notent que les fondateurs de Rocket occupent aujourd'hui des postes de direction chez Yard Delivery Inc. et “gèrent d'autres projets commerciaux en Ukraine”.

Luttes communautaires en Ukraine

Expulsions et répression à Marioupol

Source : Marioupol, la Résistance (<https://t.me/mrplSprotyv/37046>), via le Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (membre du RESU)

(20 mars 2024) Les habitants de la maison du 75 de l'avenue Mira et de la maison du 82 de l'avenue Nakhimova, qui ont été expulsés et où des logements hypothécaires ont été construits, ont intenté une action en justice.



Une “séance publique” doit avoir lieu aujourd'hui. Les résidents se sont présentés au tribunal. Ils n'ont pas été autorisés à entrer dans le tribunal, car une “séance publique” en Russie est légèrement différente d'une séance publique en Ukraine. La police anti-émeute est venue disperser les résidents. Les événements se développent activement. Tout se terminera comme prévu, mais le fait que le rassemblement ait eu lieu est remarquable.

Tcherkassy contre l'augmentation des redevances d'eau

Source : Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (membre du RESU) Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (membre du RESU)

Le 18 mars, une demi-centaine de résidents ont manifesté contre l'augmentation des tarifs de l'eau (100 % !). Le 19 mars, le comité exécutif examinera les tarifs proposés pour 2024 lors d'une réunion du conseil municipal, a déclaré Tatiana Chernysh. Elle fait partie de ceux qui s'opposent à l'augmentation des tarifs. Selon elle, la ville connaît des problèmes d'eau depuis 1977. “Celui qui a



de l'argent achète de l'eau, mais je ne peux pas me le permettre. J'ai dépensé beaucoup d'argent pour les médicaments eux-mêmes”, a ajouté Mme Tetyana. Selon Olga Kazantseva, qui vit ici depuis 36 ans, l'augmentation des tarifs va endetter encore plus les gens : “Les gens ne peuvent pas se permettre de payer ces tarifs en ce moment. Nous demandons aux autorités de ne pas les augmenter. C'est notre seule demande.

Tcherkassy : la population est indignée par les actions des autorités

Source : Patrick Le Tréhondat

À Tcherkassy, le 16 mars, les participants à l'action “De l'argent pour les forces armées” (photo) se sont rassemblés sous le bâtiment du conseil municipal. Pendant un certain temps, les rassemblements du samedi n'ont pas eu lieu, mais la population a été indignée par les actions des autorités municipales. Environ une demi-centaine de personnes se sont rassemblées sur la place.

Les gens étaient scandalisés par l'achat par la municipalité de matériel médical auprès d'une société liée à la Russie, a déclaré Artem Kivak, l'un des coorganisateur de l'action : “Après cela, nous avons rédigé une pétition. Après cela, il y a eu des informations quelque part selon lesquelles Anatoly Vasyliovych [Bondarenko, maire de Tcherkassy] voulait renvoyer l'un des fonctionnaires, mais il n'y a toujours pas de réaction”.

Ivan Podolyan : “L'objectif de nos actions est d'obtenir de l'argent pour les forces armées. Nous devons avancer dans cette direction sans nous laisser distraire par quoi que ce soit d'autre. Notre

tâche est de contrôler les mains des personnes qui gèrent l'argent de la communauté de Tcherkassy.

Pour Lyubov Maïboroda :

“Chacun d'entre vous lit Facebook et lit les appels à faire des dons à l'armée. À cela s'ajoute le conseil municipal de Tcherkassy qui ne remplit pas correctement ses obligations de subvenir aux besoins des forces armées.”



Selon elle, il n'y a pas eu de

réaction à la pétition rédigée par les activistes. Elle propose donc de demander la convocation d'une session au cours de laquelle la pétition sera examinée.

Ukraine : Manifestation des retraités de Tchernobyl

Source : Patrick Le Tréhondat

Le 6 mars, des retraités de Tchernobyl se sont rendus au conseil municipal pour protester contre la réduction de leurs pensions. Une bagarre a éclaté avec la police lors du rassemblement et une ambulance a été appelée sur les lieux. “Les gens sont indignés. En tant que conseil municipal, nous ne comprenons pas pourquoi les gens font appel à nous, car le gouvernement local n'a aucune influence sur les pensions ou les suppléments. Mais les gens n'entendent pas ce que nous leur disons, ils sont submergés par les émotions”, a déclaré Nataliya Chizhevska, de la mairie. “La police est restée à la porte du conseil municipal. L'adjoint au maire est sorti vers les gens et leur a dit que le maire viendrait à eux. Mais pour une raison ou une autre, les gens ont été scandalisés que le maire ne vienne pas, et ils ont eux-mêmes commencé à faire irruption dans le conseil municipal. Lorsqu'ils sont entrés dans le conseil municipal, il y a eu une bagarre. Ils ont signalé une femme blessée, et la police a immédiatement appelé une ambulance pour cette femme”, a déclaré un agent des forces de l'ordre. Par la suite, les manifestants ont bloqué la route Kyiv-Kovel-Yagodin, traversant continuellement le passage piéton.

[Vidéo de la démonstration](#)

Kryvyi Rih : “Après deux ans en première ligne, laissez-les revenir”.



Source : Patrick Le Tréhondat

“36 mois de service sont une condamnation à mort pour les militaires” : les épouses et les mères des défenseurs de Kryvyi Rih ont manifesté en faveur de la démobilisation.

Le 3 mars à 11 heures, dans le 95^e bloc, a eu lieu le huitième rassemblement panukrainien en faveur de la démobilisation des militaires. L'opinion publique et les

proches des défenseurs réclament le retour des hommes qui sont sur le front depuis deux ans. À l'appel de “Droits égaux pour tous”, les proches des militaires ont défilé pacifiquement autour du périphérique sur le 95^e bloc, ont rejoint l'horloge fleurie et sont retournés au mât du Parc des Héros.

“Nous demandons la démobilisation parce que nos défenseurs ont besoin de récupérer, moralement et physiquement. Au moins pour ceux qui sont restés au point zéro [la ligne de front] pendant deux ans ! Si cela n'est pas fait, les garçons mourront moralement, et pas seulement”, affirment les participants au rassemblement.

Lutte des étudiants en Ukraine

Action directe : “De l'armée aux bancs de l'école, détruisons le sexisme et le patriarcat”.

Source : Priama Diia (Action directe) Priama Diia (Action directe)

(7 mars) Le 8 mars n'est pas synonyme de câlins et de fleurs, mais de lutte pour les droits. La meilleure façon de célébrer cette journée est d'attirer l'attention sur les problèmes d'inégalité entre les sexes et de sexisme qui persistent dans les établissements d'enseignement ukrainiens.

À l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, nous appelons les étudiants concernés à se joindre à l'action contre l'oppression des femmes dans tous les aspects de la vie publique !

Ce vendredi 8 mars, à 12h00 à Kyiv, près du ministère de l'éducation et des sciences (6 rue Khreshchatyk), débutera une manifestation consacrée à la lutte contre le sexisme et la misogynie dans l'éducation, sur le lieu de travail, dans l'armée et dans d'autres sphères publiques.

Les principales demandes des initiateurs de la mobilisation sont l'introduction de cours d'éducation sexuelle et de droits de l'homme dans les établissements d'enseignement, ainsi que la mise en place de programmes de formation appropriés pour les fonctionnaires.

Ce n'est que par une action active que nous pourrons nous élever ensemble contre l'inégalité.

Rejoignez-nous !

Les étudiants en médecine se battent pour leurs droits

Source : Priama Diia (Action directe)



(1er avril 2024) La communauté étudiante est secouée par une nouvelle réforme antisociale : après le ministère de l'Education et des Sciences, le ministère de la Santé a commencé à promouvoir une innovation tout aussi scandaleuse. Le 11 mars, un projet de nouvelle réforme a été publié, qui prévoit des changements

dans la distribution et l'enregistrement des stages. En particulier, les étudiants ne pourront plus choisir l'endroit où ils souhaitent effectuer leur stage ; l'État déterminera “où ils sont nécessaires”. Les innovations s'appliqueront non seulement aux nouveaux entrants, mais aussi aux étudiants qui ont déjà étudié pendant un à quatre ans.

Sans surprise, les étudiants en médecine n'ont pas voulu accepter cette restriction de leur droit de choisir. À Ivano-Frankivsk et à Lviv, les étudiants ont protesté contre ce projet antisocial.

Action directe exprime son soutien total aux étudiants dans leur lutte pour leurs droits et soutient les demandes d'annulation de la réforme. L'Etat ne doit pas imposer aux étudiants le lieu de leur stage, chacun a le droit de choisir pour lui-même.

Lutte des femmes en Ukraine

La semaine de solidarité des femmes commence à Kharkiv

Source : Sphère, association de femmes

La Semaine est un projet social et éducatif annuel qui se déroule à Kharkiv depuis sept ans. Son objectif est de mettre en lumière la question de l'inégalité entre les hommes et les femmes en Ukraine, de dissiper les stéréotypes concernant la célébration du 8 mars et de souligner la contribution des femmes à la lutte contre l'occupant russe.



Calendrier des événements :

8 mars. Hommage aux héroïnes de l'Ukraine.

Le 9 mars. "Le 8 mars et les 365 autres jours des femmes ukrainiennes". Discussion et exposition de photos.

Le 16 mars. Festival de soutien "Où trouver la force ?"

27 mars. Table ronde "Les femmes au service du peuple ukrainien : pourquoi et comment ?"

Vous pourrez accéder aux événements annoncés ultérieurement, sous réserve d'une inscription préalable.

Cette année, la semaine de la femme comprendra un large éventail d'événements : un festival de la solidarité, des conférences, un débat d'experts et une célébration des héroïnes ukrainiennes. Au cours des semaines de solidarité avec les femmes, nous parlerons de la santé mentale, de la maternité, du service militaire pour les femmes, de la désinformation et de la véritable signification du 8 mars.

Tout au long du mois de mars, nous collecterons également des fonds pour acheter des bottes et des chaussettes pour nos défenseurs, en collaboration avec Arm Women Now. Les détails seront publiés sur notre page lundi, alors ne manquez pas cette occasion.

À bientôt. Ensemble vers la victoire

Les travailleuses dans la lutte pour leurs droits

Source : Mouvement social

(6 mars) Le 8 mars est la Journée internationale de solidarité des travailleuses dans la lutte pour leurs droits. Cette année, le Mouvement social célèbre cette date en organisant une table ronde sur le thème “L'expérience des femmes dans les syndicats”.

Plus que jamais, la guerre a exacerbé les contradictions entre les sexes dans la société ukrainienne. Lorsque la plupart des hommes sont dans l'armée, le fardeau des femmes, en plus du travail domestique et des soins quotidiens, s'ajoute à la nécessité de maintenir l'économie de guerre à l'arrière. Avec l'attaque du gouvernement ukrainien contre les droits et les garanties des travailleur.euses, une situation de crise difficile est apparue, dont l'une des issues possibles est de s'unir dans des syndicats et de défendre collectivement ses droits. Ainsi, la participation des femmes à la lutte syndicale devient extrêmement importante aujourd'hui.

Ce défi est relevé avec dignité par des militantes syndicales issues de différents secteurs de l'économie. Avec elles, nous discuterons des difficultés et des défis auxquels sont confrontés les syndicats en temps de guerre, ainsi que du rôle des femmes dans la construction et le fonctionnement des syndicats.

Les oratrices :

- *Oksana - Mouvement médical ukrainien Sois comme Nina*
- *Liliya - Syndicat des grutiers de la région de Lviv*
- *Katya - Action directe, syndicat étudiant indépendant.*

Date : 16 mars

À partir de 16 h00

Adresse : Lviv, rue Kushevich 1, Palais de la Culture.

Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine

État de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), rapport 2023

(27 mars 2024) La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), la plus importante confédération syndicale ukrainienne, vient de publier une situation sur ses membres ([voir cette présentation PowerPoint](#)).

En résumé

1/ Adhésion

2021	2022	2023	2024
4,023,300	3,461,860	2,928,710	2,738,690
	-16%	-18%	-7%

C'est -31% depuis 2021, soit près d'un syndiqué sur trois en moins.

En ce qui concerne la tendance à la baisse depuis le début de la guerre, avec un ralentissement en 2024, il faut souligner que des facteurs sérieux affectent le mouvement syndical ukrainien aujourd'hui et... demain :

- Six millions d'Ukrainiens ont fui à l'étranger, six millions de personnes sont déplacées
- Engagement des syndicalistes dans la résistance armée : chaque jour, des syndicalistes meurent les armes à la main ou sont blessés.
- Dans les territoires occupés, les organisations syndicales ont été fermées

2/ Secteurs d'activité

Couverture syndicale par secteur :

Éducation et science : 1,08 million, 39%

Santé : 368,800, 13.5%

Fonction publique : 140 800,5

Métallurgistes et mineurs : 133,700, 4.8%

La répartition du reste n'est pas indiquée

3/ Les organisations

Le FPU a :

31 838 organisations de base avec 2180 employés permanents

489 organisations régionales avec 1078 employés permanents

622 organisations territoriales avec 567 employés permanents

Entre 2021 et 2024, les organisations de “base” sont passées de 46 776 à 31 838, soit une baisse de 31 %.

La liste noire des entreprises qui ne paient pas les salaires des travailleurs

Source : Patrick Le Tréhondat

(9 mars 2024) Depuis le début de la guerre à grande échelle, de nombreux travailleurs ukrainiens n'ont pas reçu leur salaire pendant un ou deux mois, voire plus. Les dettes salariales s'accumulent. Cependant, dans certains secteurs, les syndicats ont obtenu, malgré les difficultés de l'action syndicale sous la loi martiale, le



recouvrement de ces salaires impayés. En décembre 2023, le tribunal régional de Kryvyi Rih a reconnu comme illégale, à la suite d'une plainte déposée par le syndicat des cheminots (KVPU), la suspension partielle du paiement des salaires par les Chemins de fer ukrainiens Ukrzaliznytsya. Cette décision concerne plus de 300 000 travailleurs qui, suite à la décision du tribunal, ont reçu l'intégralité de leur salaire.

À la veille du Nouvel An, les travailleurs de la santé de la ville d'Oleksandria, dans l'oblast de Kirovohrad, ont réussi à obtenir, avec le soutien du syndicat Sois comme Nina, le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaire. Le montant total s'élevait à environ quatre millions de hryvnias (97 000 euros). Le personnel médical de l'hôpital Oleksandria (150 employés) était confronté à des retards de salaire depuis septembre 2023.

Plus récemment, Vitaliy Dudin, avocat spécialisé dans le droit du travail, a publié une note sur la situation actuelle des arriérés de salaires.

Qui doit le plus aux travailleurs ukrainiens ?

Le Service national du travail de l'Ukraine a publié des données provenant du registre des débiteurs de salaires. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, les statistiques correspondantes n'ont pas été publiées. À mon avis, il s'agit d'une mesure inappropriée et irresponsable, car cacher le problème ne contribue manifestement pas à le résoudre.

Quelles conclusions en tirez-vous ?

1. Les principaux coupables sont les installations industrielles appartenant à l'État qui pourraient renforcer les capacités de défense. Malheureusement, le gouvernement ne leur donne pas suffisamment de commandes pour qu'elles puissent exploiter pleinement leur potentiel.

2. Les arriérés de salaires se mesurent en milliards, et les dix premiers débiteurs n'ont pas payé à eux seuls 1,8 milliard d'UAH [430 000 euros]. Parmi eux, il n'y a qu'une seule entreprise en faillite, la Kharkiv National Air Transport Company.

Cependant, la situation n'est pas désespérée. Aux syndicats de faire leurs preuves en montrant leur capacité à faire pression sur le gouvernement pour qu'il rembourse les dettes et adopte des lois qui renforceront les garanties de paiement dans les délais.

Combattez et vous gagnerez !

Liste des entreprises au 1er janvier 2024 (extrait, entreprises de plus de 4000 salariés, sur les 5326 listées avec dette salariale : total 554.297 salariés)

Nom de l'entreprise	Le nombre de salariés à qui l'on doit un salaire	Montant total de la dette, hryvnias
Entreprise d'État "PERVOMAYSKVUHILLYA".	4046	40,600,000
Association scientifique et industrielle de Sumy pour le génie mécanique (Pty Ltd)	4705	226,443,000
Entreprise d'État de production aéronautique de Kharkiv	4647	279 870 200

Qui a bénéficié de la déréglementation des relations de travail pendant la guerre ?

Source : Vitaly Dudin Vitaly Dudin Présentation PowerPoint

Voir ici :

<https://drive.google.com/file/d/1uL9SOWjKS-xrO-Ob2LyYNrjQLXzVINH/view?usp=sharing>

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine



La Russie commet un génocide

(18 mars 2024) Intervention de Katarina Malyuta-Osaulova (Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science d'Ukraine, STESU) au Congrès du Syndicat national des enseignants du secondaire de France (SNES-FSU)

En anglais avec traduction en français.

[YouTube ici](#)

Appel aux médecins ukrainiens - aidez-nous à atteindre les 15 000 livres sterling !



Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine (Grande-Bretagne)

(15 mars) Dans une région minière de l'ouest de l'Ukraine, une branche du syndicat libre des travailleurs médicaux d'Ukraine lance un appel à l'aide humanitaire pour son hôpital, afin de l'aider

à faire face aux conséquences considérables de la guerre, tout en menant une campagne vigoureuse pour défendre le système de santé contre les "réformes" (coupes) néolibérales.

La Campagne de solidarité avec l'Ukraine (USC) a jusqu'à présent récolté 13 186,67 livres sterling pour l'appel, données par des syndicats / sections syndicales, des syndicalistes et d'autres sympathisants de l'Ukraine. Nous essayons d'atteindre les 15 000 livres sterling d'ici le 31 mars.

En plus de faire des dons et de les partager, demandez à votre section syndicale ou à une autre organisation de faire des dons.

Le syndicat britannique de la fonction publique PCS, qui travaille en étroite collaboration avec nous, a fait don d'une aide de 10 000 livres sterling à l'appel lancé par le Free Trade Union of Medical Workers au niveau national - nous essayons d'égaliser cette somme et d'en faire plus dans le cadre de l'appel local. Aidez-nous !

Faites un don ici : <https://www.crowdfunder.co.uk/p/ukraine-medical-appeal-final>

Veillez également nous faire savoir si vous pouvez nous aider à acquérir du matériel.

Le syndicat ukrainien souhaite acquérir un système de mouvement articulaire passif continu (genou, cheville, pied, coude, radius et poignet), des équipements de musculation pour la rééducation, des lits fonctionnels, des tables fonctionnelles de chevet pour les repas, des moniteurs pour surveiller le système cardiovasculaire, des toilettes de chevet, des chariots pour la distribution des repas et des ordinateurs.

Pour plus d'informations ou si vous souhaitez apporter votre aide :

info@ukrainsolidaritycampaign.org

Couverture par la télévision galloise de la délégation de l'Union nationale des mineurs en Ukraine

À voir (en anglais): <https://www.facebook.com/watch/?v=770396141729359>

Lutte des travailleurs au Belarus

Biélorussie : début du procès d'Olga Brytikova, ancienne présidente du syndicat indépendant Naftan

Source : [Solidarité du travail](#)

Le 11 mars, le tribunal régional de Vitebsk ouvrira à huis clos le procès de l'ancienne directrice du syndicat indépendant de Navopolatsk [à Naftan](#), la prisonnière politique Olga Brytikova. L'activiste est accusée d'incitation à l'hostilité sociale conformément à la partie 1 de l'art. 130 du code pénal.

La juge Galina Bondal, connue pour avoir condamné les prisonniers politiques Yaroslav Kazakevich, Robert Kuznyatsov et d'autres, a été désignée pour traiter l'affaire.



Olga Brytikova a été arrêtée au cours de la première moitié du mois d'août 2023.

Olga Brytikova a travaillé pendant 16 ans pour la société Naftan, mais elle a été licenciée en raison de ses activités syndicales. Auparavant, elle avait été arrêtée à plusieurs reprises pour avoir dénoncé la guerre et distribué des documents “extrémistes”. En 2022, elle a passé 105 jours en prison, dont 75 d'affilée.

Recourir à des étudiants en médecine biélorusses pour remédier à la pénurie de personnel

Source : [Salidarnast](#)

(27 mars 2024) Stanislaw Szalavej (photo ci-dessus), médecin et militant du syndicat indépendant des travailleurs de la santé, a partagé avec [Salidarnast](#) un bref commentaire sur le “projet de travail supplémentaire” du gouvernement pour les étudiants des universités de médecine.

Cet été, des étudiants de l'université de médecine se rendront dans les villes de Polatsk et de Navapolatsk pour y travailler dans le cadre du projet de travail “Medicus”. Du 1er juillet au 26 août, les étudiants travailleront comme aides-soignants, infirmiers et médecins. Il est même prévu d'envoyer les travailleurs réguliers des établissements de santé concernés en vacances pendant cette “campagne de travail”.

Dans quelle mesure les étudiants biélorusses ont-ils besoin d'un tel "projet de travail" ? Solidarnast a discuté de cette question avec un médecin biélorusse, militant du syndicat indépendant des travailleurs de la santé.



“Je veux dire que les étudiants sont censés travailler comme aides-soignants, infirmiers et médecins. En règle générale, les étudiants en médecine ont le droit de travailler en tant qu'infirmiers sur le site après trois ans d'études et un stage en tant qu'infirmier. Beaucoup d'étudiants le font

pour gagner un peu plus d'argent car leurs bourses sont faibles”, explique le médecin dans son commentaire à Solidarnast. “La possibilité pour les étudiants de gagner un peu d'argent est donc plutôt une bonne chose dans notre situation.

“D'une certaine manière, c'est une bonne chose que les étudiants aient ce travail supplémentaire, car c'est une bonne occasion pour eux d'apprendre des choses. Mais concrètement, il s'agit de boucher les trous qui sont apparus en raison des mauvaises conditions de travail et des bas salaires”.

Le médecin souligne également que ce travail supplémentaire pour les étudiants aurait dû être organisé de manière à ne pas avoir d'effet négatif sur leurs études universitaires.

“Selon leur programme, les étudiants en médecine effectuent leur stage en juillet : après la troisième année en tant qu'infirmière, après la quatrième année en tant que médecin dans une clinique et après la cinquième année en tant que médecin dans un hôpital. Il s'avère donc que les étudiants impliqués dans ce projet de travail devront terminer leur stage avant le mois de juillet ; normalement, ils auraient cette possibilité s'ils devaient travailler au sein du comité d'admission de l'université pendant l'été. Dans ce cas, ils effectueront leur stage à la hâte en mai, en le combinant avec leurs études.

“Le ministère de la santé entend ainsi faire d'une pierre deux coups : d'une part, il utilisera les étudiants pour combler les lacunes en matière de personnel et, d'autre part, ces mêmes étudiants obtiendront un diplôme qui leur permettra de devenir de bons spécialistes. Mais il y a aussi un autre aspect à cette affaire, car les étudiants risquent d'y perdre en termes d'achèvement de leurs stages.

“En l'état actuel des choses, on leur donne la possibilité de travailler comme aide-soignant ou infirmier pour remplacer leur stage de médecin. Mais il s'agit de choses différentes. Si, en tant

qu'interne, vous accompagnez un médecin, vous voyez beaucoup plus de choses parce que les tâches infirmières ne vous distraient pas. En fin de compte, la qualité de l'apprentissage s'en ressent.

“Ainsi, résume notre interlocuteur, les seuls problèmes que je vois dans ce projet sont la perte de stages appropriés et les bas salaires.

“Ils prétendent ouvertement qu'il est acceptable de payer une personne 250 dollars par mois. Une personne qui est responsable de la santé et de la vie de ses patients. Et l'attitude correspondante suit. Regardez, ils ont même truqué le calendrier des vacances des travailleurs réguliers. Nous sommes tous d'accord pour dire que les gens ont besoin de vacances, mais ici, ils ne feront que combler les lacunes en matière de personnel avec de la main-d'œuvre bon marché”.

Belavia licencie d'importants spécialistes pour des raisons politiques

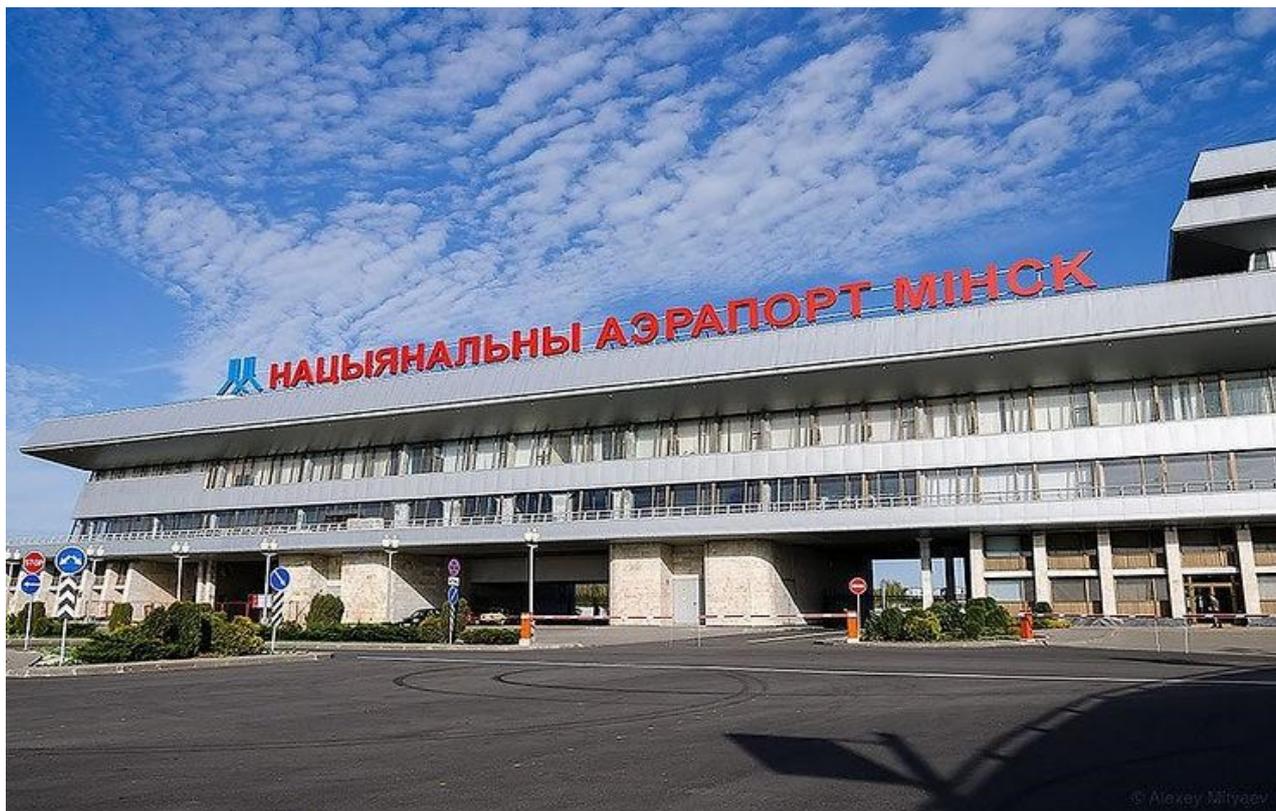
À partir de 2021, la compagnie aérienne biélorusse Belavia a procédé à des licenciements massifs d'employés pour des motifs politiques.

Source : Solidarnast

(13 mars) Ce qui s'est passé au sein de la compagnie ces dernières années et l'impact des répressions sur la sécurité des vols ont fait l'objet d'un entretien [du Mirror](#) avec une source informée.

Les personnes licenciées étaient parmi les meilleures

Selon la source du *Mirror*, depuis 2021, Belavia licencie régulièrement des personnes en raison de leurs opinions politiques. Les licenciements concernaient des pilotes, des techniciens experts et des hôtesses de l'air. Certains d'entre eux ont été arrêtés pour passer une journée derrière les barreaux.



Aéroport national de Minsk (Crédit : adt.by)

“Tout a commencé en 2021, lorsqu'un agent du KGB du nom d'Oleg Gavrilik s'est présenté à Belavia”, raconte notre interlocuteur. “Il a pris le poste de directeur adjoint chargé de la sûreté, de la sécurité et des questions de personnel. Si je me souviens bien, au cours de l'été 2021, l'une de nos hôtesses de l'air a été détenue pendant 15 jours. Une fois libérée, elle a immédiatement quitté la Biélorussie. Mais les répressions ne sont pas devenues massives avant 2022. Une autre hôtesse de l'air a alors été arrêtée. Pour autant que je sache, elle a passé des moments difficiles en prison, au point de dormir presque sur le sol nu de sa cellule. À sa libération, la compagnie l'a immédiatement licenciée. À l'automne, elle a refusé de renouveler les contrats de travail des pilotes qui avaient participé aux manifestations. Cette mesure a touché les personnes dont les contrats arrivaient à expiration. Les personnes ayant des contrats à plus long terme étaient mises derrière les barreaux pour une journée. Un jour, deux hôtesses de l'air ont été arrêtées. Des rumeurs circulaient selon lesquelles des listes avaient été distribuées en haut lieu, contenant les noms de ceux qui devaient être licenciés. Je n'ai pas besoin de vous expliquer que les employés de base n'ont jamais vu ces listes. Mais on m'a dit que les noms étaient nombreux. Les employés figurant sur les listes étaient convoqués par la direction et informés que leur contrat n'allait pas être renouvelé. En guise d'explication, ils proposaient quelque chose comme “votre participation aux manifestations a été enregistrée, nous n'avons rien à redire sur votre performance au travail, mais vous comprenez ce qu'il en est, n'est-ce pas ?”

“En 2023, les répressions se sont poursuivies”, déclare l'interlocuteur. “Une hôtesse de l'air a été condamnée à trois ans de travail dans une usine de produits chimiques dangereux. Plusieurs personnes ont été licenciées, notamment des pilotes, des seconds pilotes et même des commandants de bord.”

“Je tiens à souligner que certains des meilleurs ont été licenciés”, déclare la source. “Belavia a toujours manqué de ces personnes, des professionnels de haut niveau ayant de nombreuses années d'expérience dans le secteur. Mais ils ont quand même été mis à la porte. Tous les services de la compagnie aérienne ont perdu beaucoup de bons spécialistes. Parmi eux, il y avait ceux qui avaient été convoqués pour un “entretien” avec l'agent du KGB. Je ne sais pas exactement de quoi ils ont parlé mais, en fin de compte, ils ont tous été licenciés”.

Certains collègues se rendaient ensemble aux manifestations”.

Les licenciements ont surtout touché les employés des compagnies aériennes qui avaient pris une part active aux manifestations de l'été et de l'automne 2020. La source du *Mirror* affirme que nombre de ses collègues s'étaient exprimés à l'époque pour protester contre les élections truquées et la violence des forces de police et de sécurité. Même le syndicat [officiel] des travailleurs de Belavia a soutenu les employés de la compagnie.

“Au début des manifestations, tout le monde nourrissait de grands espoirs”, raconte notre interlocuteur. “Beaucoup venaient au travail avec des bracelets blancs ou rouges et blancs. La direction n'a émis aucune objection. À l'époque, le PDG de Belavia était Anatoly Gusarov, aujourd'hui décédé (début 2021, Igor Cherginets a été nommé à la tête de Belavia - NDLR). Le tableau d'affichage des locaux comportait même une déclaration du syndicat demandant l'arrêt des violences (une photo de la déclaration est disponible à la rédaction - NDLR). La direction disait que les employés étaient libres de descendre dans la rue et d'exprimer leurs positions tant qu'ils ne portaient pas l'uniforme de Belavia. Certains collègues - hôtesses de l'air, techniciens, pilotes - formaient des groupes et se rendaient ensemble aux manifestations”.

Les employés de la compagnie aérienne ont sérieusement envisagé de se mettre en grève. Selon la source, certains pilotes étaient même prêts à s'y joindre. Mais les travailleurs n'ont jamais réussi à s'organiser.

“À l'époque, les sentiments étaient différents”, se souvient la source. “Des rumeurs circulaient selon lesquelles les usines automobiles BELAZ et MAZ allaient se mettre en grève d'un jour à l'autre. Nous nous demandions si nous ne devrions pas faire de même, même si la loi stipulait que les travailleurs des secteurs critiques (cheminots, spécialistes de l'aviation, etc.) n'avaient pas le droit de se mettre en grève.

Beaucoup de gens pensaient qu'un arrêt de travail dans une entreprise comme Belavia aurait des répercussions dans tout le pays. Certains ont eu peur, ils ont dit “comment ça se fait, c'est contraire à la loi”. Mais de quelle loi s'agit-il quand des gens sont tués dans la rue ? Je sais que beaucoup auraient accepté de se mettre en grève.

Cette question a été discutée avec les responsables de la maintenance et certains pilotes. Le problème était qu'une compagnie aérienne n'est pas une usine où les gens viennent travailler dans le même atelier et peuvent, d'une manière ou d'une autre, se mettre d'accord sur certaines choses et se regrouper. Ici, les employés volent dans des avions différents et ne voient qu'une poignée de collègues pendant leurs quarts de travail. Par conséquent, la grande unification de la lutte autour de l'idée d'une grève ne s'est jamais concrétisée.

Il convient de noter que des centaines de travailleurs ont été licenciés dans tout le pays pour avoir participé à des actions de grève et avoir été membres des comités de grève qui ont vu le jour massivement dans un grand nombre d'entreprises lors des manifestations de 2020. Au cours des trois dernières années, les détentions démonstratives de travailleurs sur leur lieu de travail se sont poursuivies. Actuellement, les prisons du pays détiennent environ une demi-centaine de militants et de dirigeants de syndicats démocratiques.